

Partie I :

Sociologie de la migration et de la diversité ethno culturelle des sociétés européennes

beate.collet@sorbonne-universite.fr

Présentation

Thématiques :

- ° migration et intégration
- ° genre, couples et famille
- ° genre et parcours d'études

Deux grandes thématiques liées :

° La migration est aujourd'hui un phénomène global, souvent dans les pays voisins, il existe d'ailleurs plus de migrations inter-africaines que vers les pays occidentaux, et inversement il existe beaucoup de migration des pays occidentaux vers le sud.

On doit tenir compte d'une perspective historique mais aussi contemporaine, en termes de **transnationalisme** et de **diaspora, émigration, immigration** => on va apprendre et discuter ces notions, on verra les différents points de vue sur la question.

° Le vivre ensemble dans les sociétés démocratiques contemporaines marqué par la diversité **ethno-culturelle** dans leurs populations :

- **assimilation, intégration, et multiculturalisme**
- **Relations interethniques- ethnicité et « race »**
- **Processus d'acculturation - pratiques culturelles**
- Discrimination, racisme etc.

Le travail des SS c'est de voir comment les inégalités perdurent dans un cadre étatique ou les droits de l'Homme se posent comme le cadre, l'arrière-plan. Il n'existe pas de société avec une unicité ethnique, depuis l'origine, l'humanité est marquée par les déplacements des populations...

Les résultats sur lesquels on s'appuie sont celles qui proviennent des enquêtes empiriques depuis environ 30 ans dans les différents pays de l'Europe et aux USA, les connaissances sont nombreuses...

A/ Apparition du domaine : En France, la sociologie des migration, sociologie des dominées ?

- ° Elle apparaît dans les 60s, cas de l'immigration d'algériens, l'Algérie n'était qu'un département de l'empire colonial. Ces études sur la migration sont donc arrivées plus tardivement qu'aux USA, analyse des migrations parallèlement aux phénomènes sociaux,
- ° Aux USA, réflexion sociologique avec le mythe national des E.U, autour de cette idée du *melting polt*, une nouvelle nation qui se construit par les migrants, // mise à l'écart, voire exterminations des populations autochtones, marginalisation par la migration de colons venus d'ailleurs;
- ° Plus rapidement que les pays de usa, ex Italie, Allemagne, etc, question du **common welth !**

B/ Légitimité et militantisme :

- ° La sociologie des migrations a souffert et souffre encore d'un déficit de légitimité par rapport par ex : à la sociologie du travail, de la famille, de l'éducation, de l'organisation, etc.

Un sociologie mal vue, qui s'intéresse aux « autres », « déshérités », évocations de problèmes sociaux. Une sociologie qui s'inscrit dans une démarche militante, tentative de défendre les minorités, s'insurger contre le racisme et les discriminations. Cf « ensauvagement de la société », qui a dit ça, de ce fait, il y a une difficulté à construire un savoir reconnu, scientificité remise en question, objectivité aussi, même exemple avec le féminisme et la sociologie du genre. Il faut pourtant bien tenir compte de l'état actuel de la société.

CF Lectures générales:

- Sociologie de l'immigration de Tripier Maryse
- double absence Abdel malek sayad
- Cf la revue « Hommes & Migrations » 1965 des cahiers nords africains, 1950
- Aller à la cité de l'immigration,
- Cf étude TEO

tableau 1. Répartition de la population résidant en France en 2014 :

	Effectif (en millions)	Part (en %)	
Personnes nées en France	58,2	88,4	
de nationalité française	57,6	87,5	F
de nationalité étrangère	0,6	0,9	E
Personnes nées à l'étranger	7,6	11,6	
de nationalité française	1,6	2,5	F
de nationalité étrangère	6,0	9,1	I
qui ont acquis la nationalité française	2,4	3,6	F / I
qui n'ont pas acquis la nationalité française	3,6	5,5	E / I
Population totale	65,8	100,0	

Note : E = Etrangers.ères, F = Français.es, I = Immigré.e.s
Source : Insee, recensement de la population de 2014
Champ : France hors Mayotte
Lecture : En 2014, il y avait 57,6 millions de personnes nées en France de nationalité française, soit 87,5% de la population totale résidant en France.

De l'importance des termes...

°1)Etrangers et 2)immigrés :

- 1) définition juridique, loi sur la nationalité, le fait de ne pas avoir de papiers, naturalisation, catégorie différente de « immigré », différent de la sociologie des migrations,
- 2) Immigré = avoir bougé à un moment T d'un pays à un autre, étranger et immigré, il y a des immigrés qui sont naturalisés donc plus étrangers, on peut être immigré français, on peut aussi être français à l'étranger et s'établir en France plusieurs années plus tard, tous les français ne gardent pas un lien fort avec le pays, il y en a aussi qui refusent la nationalité française, les deux termes ne se recouvrent pas.

Aujourd'hui dans les statistiques que font les sociologues, on tient plus compte du statut par rapport à la migration. Les descendants d'immigrés sont majoritairement français à l'âge, et qui ont au moins un parent né à l'étranger. Dans les faits, bien sûr.

La relation à la migration pour les descendants d'immigré n'est pas directe, héritage. Ce qui ne les empêche pas de participer à la culture médiatique, scolaire, nationale. Ils gèrent ces relations intergénérationnelle plus ou moins aisément, conflit de loyauté qui se pose parfois, questions qui crispent comme celui du choix du conjoints, cristallisation du rapport conflictuel, mais attention à ne pas généraliser.

° 1) Migrants 2) Réfugiés 3) Statut de réfugiés

-terminologie plus contemporaine

1) migrants : se veut neutre mais inscrit l'individu dans le mouvement

Il existe beaucoup de débats politiques (+ ou -), hostilité ou bienveillance, mais toujours d'actualité, récurrente, pourquoi ?

=> L'immigration interroge l'auto-définition collective : l'identité nationale dans un monde en pleine mutation. La mondialisation et l'UE fait que l'on se pose des questions. L'entité nationale est dite structurellement affaiblie, conceptions différentes qui viennent s'ajouter...

ATTENTION : l'identité nationale n'est pas un concept sociologique mais un concept historique, pourquoi ?

CNIL

Comment pourrions-nous analyser le fait migratoire et mieux comprendre les enjeux ?

Quels sont les faits historiques et sociaux ?

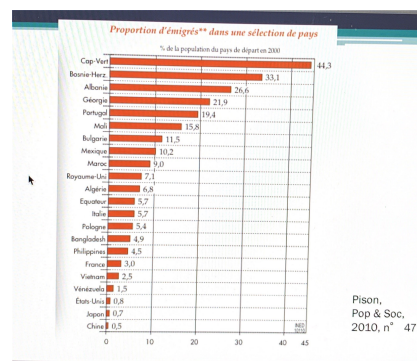
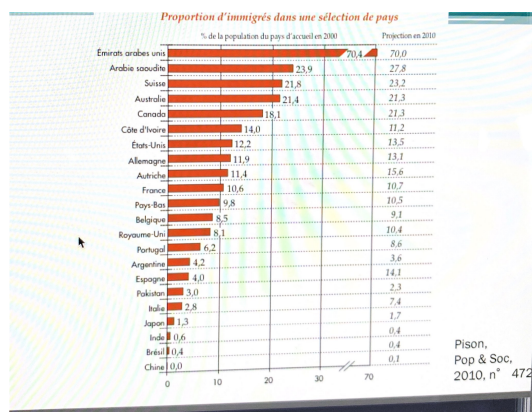
Quels sont les concepts sociologiques qui nous aident à comprendre ? Théories ?

Différence avec le journalisme par exemple.

Comment faire des études quantitatives (statistiques) et qualitatives (études plus circonscrites : quartier, population particulières) ? La vue d'ensemble mets de coté les particularités de coté. On ne doit pas omettre les différences, nuances, comme par exemple les populations algériennes en France, quelle génération ?

Comment faire la part des choses entre idéologie et savoir ?

Le fait migratoire, en sociologie comment ? => Il y a des pays des pays qui ont des traditions d'immigration et d'émigration, la France est depuis 150 ans un pays d'immigration alors que l'Espagne, a connu plusieurs phases, l'acceptation du phénomène migratoire n'est donc pas le même en fonction du statut, et du temps de passage au statut.



Partie II :

I. L'aspect des migrations

contemporaines : comment l'immigration a changé ?

Attention on ne peut comprendre l'immigration sans étudier l'émigration, car il y a différentes formes de migrations: économiques, politiques, environnementales, ces migrations sont plus ou moins volontaires, quand il y a une guerre par exemple, quelle est la part de volontariat dans sa démarche ? L'émigration peut se faire par recrutement ou pas arrivées spontanées, comme celle de travail. Les économistes ont parlé des **push factors** et **pull factors**, les push sont ceux qui poussent à partir comme les misères et crises politiques alors que les pull sont les critères qui attirent vers le pays comme la recherche de main d'œuvre. L'approche sociologique est très différente, elle situe les migrations dans leur contexte historique. Mouvements migratoires :

- Appel de main-d'œuvre pour bâtir le pays comme les européens vers les États-Unis, au Canada, ou en Europe comme celle du sud vers le nord, comme en Espagne avec la guerre civile. Redistribution des ressources, comment ? Aujourd'hui c'est les migrations de l'Est qui sont le sujet. L'éclatement du régime soviétique en est la raison, forte immigration de roumains en Espagne, les polonais en G-B.
- Recherche du statut/ fortune ailleurs comme au Brésil et en Amérique latine, on assiste au phénomène des brésiliens qui vont en Guyane chercher de l'or.
- Mais on assiste aussi à des déplacements forcés et expulsions, comme les guerres, ex : guerre d'Algérie, français rapatriés.
- On assiste aussi à des déportations.

C'est l'espoir d'une vie meilleure qui fait bouger les émigrés.e.s...

On note, aujourd'hui une amélioration du niveau d'étude des émigrés aujourd'hui mais aussi immigrés.

Au Golfe, c'est la population nationale qui est minoritaire, c'est pourtant elle qui dirige les pays, ce sont des pays qui recrutent de la main d'œuvre, les travailleurs partent après avoir postulé dans leur pays d'origine, mais la tendance actuellement est à la migration africaine, comme le Nigeria, les pays étant sous protectorat britannique, mais aussi par l'ancienne AOF. Certains pays comptent sur les devises des émigrés pour faire fonctionner du pays, c'est le cas pour les Philippines, véritable politique d'émigration depuis les années 70 (hommes et femmes), les humains envoient de l'argent dans leur pays d'origine, l'Etat se faisant bien sur de argent sur les changes.

II. Phénomènes plus contemporains :

-migrations spontanées via des « passeurs »

- désorganisation dans les sociétés d'origine comme les Etat de Guerre, dictatures ou oppressions larvées, notons que la plus part du temps les migrations se font par les pays voisins, cependant, les réfugiés ne trouvent plus en Europe des conditions d'accueil permettant la réorganisation #désorganisation du paysans polonais.
- Les changements politiques post-soviétiques et l'intégration européenne ont provoqué de nouvelles migrations en provenance des pays de l'Est de l'Europe comme les populations Roms sédentarisées en Roumanie, Bulgarie.
- Écart entre le confort du pays d'origine et d'arrivé dans les esprits des migrants.

CF les différents tableaux exposés. Les 3/4 des migrations se font dans les pays voisins, et non dans les pays occidentaux comme on a tendance à la penser.

NB : l'UE met de l'argent dans les camps de réfugiés.

En 2019, les 2/3 des réfugiés mondiaux sont originaires de seulement 5 pays : Syrie, Venezuela, Afghanistan, Soudan du Sud et Birmanie. L'accueil de réfugiés par rapport à la population de leur pays : Liban 1/7, Turquie 1/23, Suède 1/40, etc.

Attention à ne pas confondre les demandeurs d'**asile politique et les réfugiés**; en 2019, 612 700 premières demandes d'asile ont été déposées en Europe, la seule formule qui existe est celle-ci, on demande toujours alors l'asile, pour ne pas être recalé, depuis 1974 l'immigration n'existe plus, en tant qu'occidentaux il est certes plus facile d'émigrer pour travailler. Aujourd'hui, les homosexuels sont accueillis, mais il faut prouver qu'il y eu persécution. Parmi eux, seulement 38% obtiennent le statut de réfugiés, c'est parmi les pays accueillant, c'est l'Allemagne qui reçoit le plus de réponses positives, 39%. Il y a des endroits géographiques qui cristallisent les problèmes comme Lampedusa, plus de 100 000 arrivées en 2014, un flux moindre aujourd'hui. Ou encore Lesbos. Au Maroc, il y a des points stratégiques aussi, comme la ville espagnole de Jota, en traversant le grillage, on est en Europe. Aujourd'hui avec la crise du Covid, on ne les laisse pas aller en Espagne.

Les parcours de migrants sont intéressants en sociologie, comme le trajet du « Kingsley ».

La dite « jungle » proche de Calais, on n'en parle plus, pourquoi ? Elle a été démantelée, un camps de baraquement détruit. Regroupement des réfugiés qui veulent traverser la manche, en 2016, plus 8 000 migrants y vivaient dans les cabanes, les conditions sanitaires étaient très précaires. Les conflits entre réfugiés aussi était un problème. Aujourd'hui, dans ce centre, il y a moins de 300 réfugiés, les policiers sont en permanence là pour empêcher la formation d'un nouveau centre, Jacques Tubot en était choqué. Aujourd'hui, l'Etat français leur donne de la nourriture, mais ne les laissent s'installer, peur que l'émigration s'accroisse. Aujourd'hui, ce sont les quartiers populaires de la ville de Paris qui voient le plus de migrants, toute la couronne parisienne. Médias qui jouent aussi sur les difficultés : crack, féminisme, etc. Discours neutre ? Rapport entre les migrants et le taux d'agressions des femmes ? Mais toujours en attente de réponses, ils préfèrent rester sur Paris, en attente, ils ne peuvent pas bénéficier de mesures d'intégration.

III. Une politique des migrations :

L'affaire des migrants est aujourd'hui une affaire européenne, la législation de « Dublin » autorise le pays à renvoyer les migrants vers chez eux, l'Italie et autres pays transitoires finissent par être seuls avec leurs problèmes, règle remise en cause début septembre. Notons que les moyens pour « sécuriser » les frontières extérieures coûte plus de sous que d'entretenir ou d'accueillir les populations, ex: « frontex ». Ambiguïté puisque la mer est un espace sans frontières précises, on doit secourir les vies. Les pays européens considèrent qu'ils ne sont pas en mesure d'accueillir tous les migrants (même si la part de migrants : 500 000 / 65 millions hum.).

En 2016, 85. 700 ont demandé un asile politique en France, en comparaison avec les autres pays c'est moindre, pourtant la France rejette plus. La difficulté des politiques nationales est d'organiser efficacement accueil et le suivi des demandeurs d'asile. L'opinion politique se tourne contre les migrants, les décisions politiques prévalent sur les droits de l'Homme.

Pour faire des demande de protection : cf le schéma !!!!!

...La France est un pays d'immigration très ancien...

Elle était un empire coloniale, le cas avec l'Algérie (jusqu'en 62 les algériens sont venus sans restrictions, après l'indépendance on a demandé de choisir entre les deux), background historique de la France, comme le Portugal qui était aussi un empire colonial. Immigration continue malgré la fermeture des frontières en 1974, on y vient puis on y

trouve ou cherche du travail. On y emmène après sa famille, restriction sur le mariage, en 1981 au moment où Mitterrand est arrivé, il a régularisé 1 million de personnes, il y a eu une autre grosse vague en 88-89, droit du sol qui font que des parents d'enfants français n'avaient pas de papiers. On assiste à une immigration post-coloniale en France, alors que l'Allemagne non.

Et...L'immigration en Allemagne...

Ses colonies ont été perdues après la 1^{re} GM. Elle a néanmoins connu plusieurs vagues:

-après la 2^e GM, cold war

- 1960, workforce

- Après l'implosion de l'Union soviétique, 1,5 million personnes de 1988 à 92

- Actuellement, apport de migrants courants.

Politique de migration, par quotas, ville population par habitant, quotient. Une politique qui ne plait pas, pourtant politique migratoire sévère, dont s'inspire la France.

Partie III : Comprendre l'immigration en passant par l'émigration

A. Les débuts des études sur l'immigration: l'école de Chicago

Cf le cours de tradition socio de L2

Les débuts des études sur l'immigration, émigration se font autour de 1920 et 1935, aux USA, grâce à la ville de Chicago qui a connu autour de ces années là des vagues de migrations fortes et progressives, avec une croissance forte :

1870	300 000 habitants
1920	3 000 000 habitants

L'assimilation était un concept central: étudier les rythmes, les dimensions et le sens du processus, *lire dans l'espace urbain l'incorporation progressive des vagues migratoires dans la société américaine*. L'immigration est au principe du fondement de l'Amérique; mais les états du sud après la guerre de sécession y étaient toujours réticents : esclave devenu de la main d'œuvre... Les populations noires du sud ont migré vers le nord pour vendre leur travail de production (migration interne).

Les travaux de l'école de Chicago ont fondé la sociologie de l'immigration avec des concepts généraux d'**accommodation**, d'**acculturation**, d'**assimilation**, de **ségrégation**. Comprendre l'immigration par l'émigration, grâce aux études fondatrices comme :
-*Le paysan polonais*, Thomas et Znaniecki: l'ouvrage exploite les lettres adressés par leur famille restées en Pologne, en découle un 1er postulat = connaître la société d'origine pour comprendre le destin social des pop s'installant aux USA.

La 1 ere approche structurale: désorganisation/réorganisation

Le concept de désorganisation: affaiblissement de l'influence des règles sociales sur les membres du groupe ce qui crée des aspirations/insatisfactions et donc un désir de partir.
Le concept de réorganisation: nouvelles règles et institutions instaurées à partir d'éléments préexistants.

Se fait alors une critique systématique du concept de "race": "race" n'est pas lié à leur faiblesse mais aux changements sociaux suite à la migration, on assiste à une explication de destins par les conditions structurelles et les situations sociales, en résulte une logique de déviance ou d'assimilation très marquée. Mais attention, la désorganisation n'est pas le produit de l'immigration; si on prend l'exemple de la société polonaise traditionnelles, c'est la désorganisation familiale, et communautaire qui provoque l'émigration, mais pourquoi ? Comment ? La désorganisation dans le pays d'origine, est égale à la réorganisation dans le pays d'arrivé.

Aux USA, les immigrés se réorganisent et mettent en place des nouvelles formes de vie sociale: éducation américaine, organisation de l'espace urbain par nationalité d'origine, solidarité entre immigrés et influence de la presse locale polonaise.

L'assimilation passe par la communauté d'origine ? La communauté polono-américaine favorise l'assimilation avec l'apprentissage de la langue, histoire, idéaux pour s'intégrer. Cf la définition de l'assimilation !

B. Les algériens en France :

Sur la base de la lecture de l'article de Abdelmalek Sayad: « Les trois "âges" de l'immigration algérienne en France (1977) » : le but est de comprendre les diff formes d'établissement en Fr par le rôle que joue l'émigré au pays d'origine, il reconstitue les trajectoires des émigrés pour comprendre leurs vies en Fr (caractéristiques sociales).

Les 3 “âges”

1er âge: l'émigration sur ordre

1er départ en Fr: signe de la ruine de l'équilibre ancien, trop pauvre

départ provisoire, organisé à partir des travaux agricoles pour ramener de l'argent au groupe familial

mission pour le groupe en gardant les valeurs paysannes de travail: ne pas se laisser séduire par la ville et la consommation

2eme âge: la perte de contrôle

les séjours se prolongent: manque d'argent, l'émigré cesse d'être paysan

individualisme se dév, processus de dépaysement

séjours dans pays d'origine pour vacances

inté éco en Fr: nouvelle identité

3eme age: une colonie algérienne en Fr

émigration permanente

double condition: exclusion et coupure avec la société d'origine (double absence)

ambiguïté des relations avec les 2 pays

migration familiale: épouse française...

communauté présente en Fr: + que des ouvriers : commerçants, religieux, avocats...

depuis l'entre guerre: déstructuration de la pop algérienne

60's: la défense avant un bidonville algérien car crise du logement

Peut-on critiquer l'article ? C'est un article emblématique, un modèle pour d'autres études Centrées sur l'émigration-immigration mais la situation socio-politique n'est que très peu évoquée, l'idée des âges fait penser à des périodes qui ne se superposent pas alors qu'ils peuvent co-exister dans la même famille !

stats: tendance diff selon pays du maghreb

Aujourd'hui, une 4ème vague ? (extrapolation de la prof= pas dans l'article)

On assiste à une sédentarisation de la pop algérienne car minorité; il y a toujours des nouveaux migrants donc forte hétérogénéité interne (+ que d'autre pop) en raison surtout de la situation socio-politique en Algérie.

On peut noter des diff de strates de la pop algérienne en Fr car il y a les descendants des immigrés bien assimilés qui subissent des discriminations, et aussi ceux qui viennent

d'arriver. L'enjeu auj, des questions identitaires et religieuses pour les descendants d'immigrés, + que juste des questions d'intégration.

Un modèle généralisable? comparaison avec l'immigration polonaise aux USA: pas la même proximité géographique donc pas « va et vient » du fait de la proximité entre la France et Algérie (hommes souvent seuls), aux USA l'immigration était directement familiale, il y a pourtant des mécanismes comparables comme la désorganisation qui provoque les migrations.

Schéma émi-immigration

=> permet un regard moins ethnocentriste: ne réduit pas à la seule condition d'immigré, schéma d'analyse pour les migrations de main-d'oeuvre qui se sont sédentarisées (ici VS là-bas), années 60 à 80 mais auj société globalisée (diaspora, transnationalisme)

MAIS ce schéma ne voit pas les nouvelles migrations + circulaires ou + en réseau ne tient pas compte des interconnexions entre pop migrantes installées dans des pays diff, les sociologues peuvent faire preuve d'ethnocentrisme avec des réflexes républicains...

Schéma d'analyse classique ?

émigration/immigration est une approche + élaborée que « assimilation-intégration », mais la fermeture des frontières occidentales a modifié les processus + classiques, la migration s'est donc dérégulée: + compliquée: pour mariage, immigration clandestine. On s'intéresse pas uniquement à ce qu'il se passe dans le pays d'arrivée, les personnes qui arrivent dans un pays pour faire des études n'ont pas le même schéma d'intégration que ceux viennent pour travailler par exemple.

Renouveau conceptuel de la socio des migrations

diaspora et transnationalisme (séance prochaine)

les anciens concepts sont toujours utilisables mais doivent tenir compte de la mondialisation + basé sur les recherches anglo-saxonnes, Fr en retard comparée aux autres pays d'Europe l'analyse migratoire s'est éloignée de l'analyse des structures politiques et sociales dans les pays d'immigrations.

Cf Fiche lecture sur l'article, cf dans l'auteur, L1. S2.

Partie IV :

L'immigration algérienne est une minorité, la situation socio-politique en Algérie est si complexe depuis les années 1990, que les vagues de migrations se font encore de façon successives aujourd'hui, même si on distingue ce phénomène à travers les âges, il y a ceux qui sont arrivés beaucoup plus tôt, dont les petits enfants suivent les cours de faculté, « intégration ». On se pose alors la question sur les descendants d'immigrés, c ces générations déjà établies qui nous intéressent.

Quels concepts pour quelle analyse : intégration ou assimilation ?

Aujourd'hui, on est face à un double « problème » : l'immigration nouvelle et la diversité de la population française, on fait appel à une diversité ethno culturelle. On pense le terme *descendants d'immigrés* pour les personnes nées en France dont les parents sont étrangers, les statistiques prennent parfois que les descendants de deux parents étrangers pour s'intéresser aux différences culturelles, le terme est alors réservé dans notre cas pour les personnes nées en France dont au moins un des deux parents sont nés à l'étranger, ce terme est compliqué : *est-ce que les parents qui émigrent en France avec des enfants en bas âge doivent être comptabilisé de la même façon ?* Puisqu'ils seront socialisés en France comme s'ils étaient nés en France, ils compteront dans la statistique française, comme des immigrés...

NB : 6 ans est l'âge de scolarité obligatoire en France.

On ne compte plus comme « descendants d'immigrés » ceux dont les grands parents sont étrangers, mais pourtant, du faits des phénotypes (+ nom de famille), on est parfois perçus comme venant d'ailleurs... Pourtant pas d'expérience de vie en dehors du pays, à l'exception de quelques voyages dans le pays d'origine des parents parfois.

Mots clés : processus sociaux en oeuvre, vivre ensemble, débats publics, résultats statistiques, diversité, migrants et descendants de migrants, provenance des migrants, contrôle au faciès, enquête TEO, trajectoires et origines,

On note dans les débats publics, que la réalité n'est pas assez mise en oeuvre, sociologiquement parlant il y a cette **assignation**, on pense la population immigrée et descendante de l'immigration supérieure à 30% (le chiffre trouvé par la statistique, à vérifier). #Zemmour

La question juridique des étrangers se double avec des questionnements d'ordre culturel et religieux, *est-ce qu'on a envie de se sentir français ?* Perception par les acteurs sociaux de son propre statut. Est-ce qu'on appartient à 100 % à une nation...

Il y a des liens particuliers entre le pays d'origine et la France, une histoire plus ou moins spéciale, rapport particulier, comme avec la guerre d'Algérie, ou encore les « Tirailleurs sénégalais », ou encore le rapport aux protectorats du Maroc et de la Tunisie. Cf les deux documentaires sur l'immigration, la décolonisation sur France 2.

« Le commerce ethnique », on les voit les spécificités ethno culturelles, elles existent, on voit aussi dans les supermarchés grands publics, des produits « d'ailleurs », les religions aussi et fêtes sont diversifiées, jusqu'aux tenues vestimentaires... Si on veut étudier l'intégration, on ne peut pas faire de généralités. On doit prendre en compte les spécificités. *Le sens commun* a tendance à associer l'image du travailleur immigré aux maghrébins ou aux africains d'Afrique Subsaharienne.

=> Les pratiques culturelles qui se développent dans le pays d'immigration sont-elles héritées du pays d'origine ou produites dans le contexte migratoire ?

#lien avec Luc Broner et les codes sociaux des mecs de cités ? Cf autres références.

=> Dans la mesure où les populations immigrés se situent plutôt en bas de l'échelle sociale, sont-elles culturelles ou sociales ?

Mettre en concurrence les différents points caractérisants (**intégration, minorité, culture, religion, ethnicité, origine, « race », acculturation, identité, ou exclusion**) n'est pas forcément le plus judicieux. On peut faire le lien pourtant. Les sociologues voient les sociétés et les processus de socialisations, sauf que l'analyse empirique des phénomènes entraîne un contexte politique précis, le contexte politique variant selon les pays bien sûr. **Les Etats-nations** combine la dimension ethnique avec la dimension politique (D. Schnapper), il n'y pas pas d'Etat sans nation : « Les français sont râleurs » on conçoit la perception culturelle, ou encore quand Marine Le Pen dit « les français », on sait le terme marqué par le racisme, une vision culturelle euro-centrée . Les traditions nationales sont plus ou moins empruntées de logiques ethniques ou politiques : **le politique est juridique, il questionne la citoyenneté, alors que l'ethnique questionne les cultures**. Au Canada et au Québec, il y a des politiques d'immigration, on veut des immigrés, surtout francophones (Algérie, France et DOM-TOM), présentent des facilités pour acquérir la nationalité du pays.

Cf *Peau noire, masques blancs* de Frantz Fanon, pour le rapport au marquage social en lien avec les phénotypes (ref personnelle)

La dimension linguistique est très importante dans le processus d'intégration, surtout en France où la rapport à la langue est très conservateur, très attaché, ce qui n'est pas le cas pour la religion en France par exemple. « C'est quoi l'assomption ? » Les jours fériés aujourd'hui ont surtout une fonction de jour fériés, à l'inverse de l'Aid par exemple. Dans les pays musulmans, il y a une confusion entre la religion et l'Etat. La chrétienté en France est une culture.

A. Tradition nationale française :

Il y a une conception politique de notre nation, par **un héritage révolutionnaire (1789)**, fortement inscrite dans les **valeurs républicaines** (fraternité, solidarité, Etat providence etc.), mais socialement, il y a une référence « ethnique » omniprésente, tout ceux qui présentent des traits « différents » doivent se justifier. On a l'idée de la France comme un pays à la population blanche.

=> C'est quoi la nation aujourd'hui, dans cette plus grande assemblée dans cette inscription plus large de l'Union Européenne ?

=> Débat idéologique

François Héran a créé un institut sur l'immigration et enseigne au collège de France, des cours sur l'intégration, l'ensemble des conférences qu'il a donné sont sur « France Culture » à voir.

La loi française donne la nationalité en combinant **filiation et droit du sol**, combinaison entre « droit du sang » et « droit du sol », le droit du sang concerne uniquement les enfants nés en France de parents français, pour les enfants nés en France de parents étrangers ils peuvent demander à 16 ans (demande anticipée) la nationalité puis à 18 ans, mais ils doivent justifier une scolarité d'au moins 5 ans en France. La situation de l'Algérie est particulière, car l'Algérie était un département de France. Les enfants de couple bi-nationaux ont les deux nationalités. Si un des deux parents est français on peut choisir, si les deux sont français on ne peut pas refuser la nationalité française. Il existe bien sur le principe de naturalisation, au bon vouloir de l'Etat, pouvoir de discrétion.

B. La loi allemande :

De 1913 à 2000, il n'y avait que le droit du sang alors qu'il y avait de grosses vagues d'émigration, même si on est en Allemagne depuis plusieurs générations, conception plus ethnique de la nation que le droit du sol. Les grands pays d'émigration comme les USA ou la France avaient le droit du sol, pour intégrer et attirer les émigrés. La séparation des deux Allemagnes, RDA et RFA, a entraîné cette conception, dans les années 90 c'est au nom d'origines allemandes lointaines, que certains ont eu la nationalité. Droit pas adapté à la situation migratoire du pays.

C. En Italie, pression européenne :

Il y a aussi le droit du sang et du sol, mais les jeunes doivent constituer 18 ans de preuve qu'ils vivent en Italie depuis toujours, et après cela, il y a deux ans de procédure, pas de possibilité de participer à des voyages scolaires en dehors de l'Italie, pas de possibilité de voyager.

Il y a des prénotions dans le domaine de l'immigration, il y en a toujours, et aussi au niveau médiatico-politique, on pense l'intégration de façon différente. Jugement de valeurs. On raisonne en terme d'adaptation, *mais à qui ? A quoi ?* Le processus n'étant bien sur pas uniquement réservé aux émigrés. Mais on pense pour les émigrés, l'intégration de façon plus ou moins unilatérale. **Attention à ne pas confondre le processus et les politiques d'intégration** (programmes mis en place pour contribuer à l'intégration des immigrés). Le terme intégration/ assimilation a un passé colonial...

Quelle attitude sociologique de l'intégration ? Pas de jugement de valeurs, les immigrés sont membres de la société même si on peut parler de l'exclusion, **l'exclusion est un cas d'intégration**. Les modes d'intégration sont bien sûr différents. Il faut voir comment s'est passé le

processus d'intégration des algériens, des chinois etc. Admettre cette pluralité de façons de faire ! Nous ne vivons pas tous dans le même schéma...

On étudie la participation à la société à partir de faits objectivables, dans le domaine familiale, scolaire, professionnel, résidentiel etc. Les sans-papiers sont intégrés, il en faut pour survivre plusieurs années en France sans papiers. Soutient familial, social etc. Il ne faut pas se pose la question : les individus sont intégrés ou non ? MAIS Comment ils sont intégrés ? Va et viens entre les pratiques individuelles et le cadre dans lequel les gens se trouvent.

Partie V :

Nouvelles réalités, nouveaux concepts : diaspora, transnationalisme, nationalisme méthodologique

On constate depuis une quinzaine d'années un changement des paradigmes en France avec l'émergence des concepts de **diaspora et de trans-nationalisme**, comme si les anciens concepts (assimilation, intégration, participation) ne permettaient plus d'appréhender les faits migratoires. C'est en partie vrai, parce que les migrations se sont transformées, que l'analyse des mobilités/migrations s'est mondialisée. L'étude du fait migratoire s'est autonomisée — ce renouveau suit notamment les recherches anglo-saxonnes, surtout américaines, où ces concepts ont émergés dans les années 1990. Mais ce faisant, elle s'est parfois éloignée des préoccupations politiques et sociales (et de l'étude des institutions/structures) dans les pays d'immigration.

Le concept de **diaspora** est historiquement utilisé pour désigner la diaspora juive ou arménienne. Elle vise à saisir la dispersion d'un « peuple » qui conserve un sentiment d'identité commune en raison d'une même origine (nationale, régionale, ancestrale). À la fin du XX^e, un changement de paradigme s'opère : les flux migratoires se diversifient. Les déplacements se font dans toutes les directions, ne vont pas d'un pays d'origine vers un pays d'immigration. Changement d'échelle également, du prisme national à l'échelle internationale. Les anciens couloirs migratoires se sont modifiés. Le concept possède une certaine force identitaire et politique (des « peuples » éparpillés désireux d'affirmer leur unité et leur présence sur la scène nationale). **Chantal Bordes-Benayoun et Dominique Schnapper**, en 2006, soulignent le passage d'un sens négatif (exil, exclusion) à un sens positif (revendications identitaires transnationales). Force symbolique également car il est rattaché à un mythe des origines communes (fidélité, solidarité) et d'une vision utopique (monde sans frontières, adaptabilité, innovation).

Diaspora et identité collective. Il s'agit d'une construction identitaire sans inscription locale ou nationale précise au départ et à l'arrivée. Il existe un territoire d'origine de référence, mais les relations entre migrants de différents lieux se déploient sans passer par celui-ci. L'origine est complétée par l'*histoire migratoire*. Elle consiste en un **réseau d'inter-connaissance**, voire de solidarité, mais aussi en un attachement/une identification symbolique. **Multi-polarité et inter -polarité**. Quelques exemples : diaspora noire, point d'ancrage l'Afrique, l'expérience de

l'esclavage, les « Amériques noires » et migrants africains, disposa indienne, le rôle du Commonwealth. Diaspora turque, présence dans différents pays de l'Europe.

Diasporas « électroniques ». Le développement d'internet a largement contribué à populariser et à banaliser le terme de diaspora, grâce à l'existence de communautés virtuelles, dont les territoires de référence sont variables : régionale, continentales (parfois, absence de territoire de référence). Elle permet d'entretenir les liens et de créer des plateformes, des forums soulignant les solidarités multiples. Souligne l'apport économique et politique des émigrés pour les Etats d'origines et les stratégies pour maintenir les liens avec les émigrés. En somme une géographie variable qui affaiblit le concept. Certaines participations transnationales répondent à des logiques humanitaires, politiques, corporatistes... autant que particularités qui rendent difficile une généralisation. On peut suivre **Chantal Bordes-Benayoum**, qui distingue dans son article de 2012 trois figures marquant le passage de l'immigré à l'homme de la diaspora. On passe progressivement de l'étude des mouvements unidirectionnels, puis bipolaires, à celle de mouvements transnationaux et multipolaires.

- (a) **L'immigré** est surdéterminé par son rôle économique, détaché de son inscription familiale.
- (b) **Le minoritaire ethnique** correspond d'abord à une revendication des militants et des universitaires engagés (sédentaires qui refusent le modèle normatif de l'assimilation).
- (c) **L'homme de la diaspora** : le migrant est placé dans l'espace mondialisé qui garde les liens avec les membres de sa famille et sa communauté d'origine.

Notion nouvelle, mais problématique ? Le terme diaspora confond parfois inscription locale et réseau international (on parle parfois de « diaspora chinoise à New-York » quand on devrait parler de minorités). Par ailleurs, elle met au premier plan la notion de « communauté ethnique », ce qui efface la distinction entre les migrants et les enfants de ces migrants nés dans le pays d'immigration. Pour certaines diasporas, les expériences dans les différents pays ont laissées des empreintes culturelles (diversité interne) : les minorités juives du Maroc, de Russie ou d'Ethiopie, découvrent en Israël leurs différences. De la même façon, l'expérience des populations déplacées est-elle comparable à celle de populations venant de pays d'origines ? (Afrique, Antilles, États-Unis).

L'émergence du transnationalisme. La notion renvoie à une construction sociale dans laquelle les migrants créent un lien — imaginaire ou réel — entre leur pays d'origine et leur société d'immigration (Click, Schiller et al. 1992 ; Portes, 1997). Il s'oppose à l'idée d'un déracinement des immigrés dans leur société d'immigration — cette approche serait trop centrée sur les différences entre États. *Il existe en effet des relations transfrontalières régulières entre des individus ou des collectifs de personnes*, des liens et des pratiques mettant en action des réseaux d'acteurs internationaux. Les migrants mettent en place des relations sociales et économiques, et des activités et des identités politiques qui transcendent les frontières classiques et bénéficient de processus globaux dans un monde divisé en États-Nations. Les transmigrants constituent une nouvelle figure de migrants, définis par **Alain Tarrius et Lamia Missaoui**. Ils ont des initiatives économiques entrepreneuriales collectives — en marge des systèmes fiscaux et légaux établis

(souterraines), mais connectées internationalement. Il existe ainsi des territoires circulatoires (Moyen-Orient, Dubaï). Ces migrants peuvent être issus de pays pauvres (Balkans, Caucase, Proche et Moyen Orient, Maghreb, Amérique latine), soit des populations pauvres des pays riches. Ils effectuent des parcours de plusieurs milliers de kilomètres dans diverses nations avant de revenir chez eux.

Les *poor-to-poor* sont des colporteurs contemporains qui vendent aux populations pauvres, notamment des produits de contrebande d'usage licite (appareils photo, matériel électronique, etc.) ou de services (consultations médicales) ou encore d'usage illicite/illégal (drogues, prostitution). D'où la dénomination « poor-to-poor », ou l'entre-pauvre, pour les pauvres.

Précautions méthodologiques. Le transnationalisme déplace la question identitaire, notamment nationale, et les revendications politiques et sociales au-delà des appartenances territoriales habituelles fondées sur l'échelle des États-nations. Cette perspective de recherche nécessite le dépassement du **nationalisme méthodologique** (Wimmer et Glick ; Schiller, 2002). Cet article méthodologique se préoccupe des re-positionnements pour appréhender différemment les mouvements de populations. Les précautions méthodologiques incluent la réflexivité nécessaire du chercheur (prise en compte de son point de vue de départ), une méthodologie ethnographique multi-située (une même population appréhendée dans différents lieux), des points de comparaison, et une profondeur historique des travaux. Exemples empiriques=> De plus en plus d'études mettent en œuvre le transnationalisme. Il s'agit d'étudier les liens qu'entretiennent les populations émigrées avec d'autres personnes de même origine au pays d'origine ou ailleurs. **Rosita Fibbi et Gianni D'Amato** dans leur article de 2008 « Transnationalisme des migrants en Europe », comparent plusieurs populations installées dans différents pays européens. Ils distinguent les pratiques économiques, socioculturelles et politiques. Ainsi, ils remarquent que la durée prolongée du séjour et la succession des générations contribuent à l'affaiblissement des liens transnationaux. Ils notent une faible présence féminine dans les activités transnationales. Selon eux, l'opposition théorique entre transnationalisme et intégration n'a pas lieu d'être : toute la population d'un groupe culturel ne participe pas aux activités transnationales (c'est souvent les plus dotés économiquement et culturellement, dans certaines populations plus que d'autres, suivant les liens historiques entre pays d'origine et pays d'immigration...).

Les limites de ces approches. Toutes les populations immigrées ne sont pas dans un rapport transnational ou diasporique. Il existe des populations **sédentarisées, acculturées** : ces processus sont lourds. Souvent des liens sont maintenus avec le pays d'origine, sans toutefois permettre la réinstallation. Il convient de se méfier de l'essentialisation de notions comme « ethnie » (« État », « nationalité »). De manière générale, il faut se méfier de concepts « à la mode » qui analysent des réalités bien étudiées avec des outils nouveaux : ils peuvent être heuristiques, mais également superflus.

PARTIE VI :

« Au delà de l'intégration, la diversité des sociétés d'immigration ? Culture, ethnicité ou race » »

Diversité :

Ce terme insiste seulement sur l'hétérogénéité, il est descriptif, mais parler de la diversité de l'immigration fait croire qu'elle était homogène avant ? Avant quoi ?

L'idéologie nationale cache l'hétérogénéité sociale, toute société est marquée par une diversité sociale et culturelle dans sa population, il y a des spécificités régionales, une composition sociale, des minorités culturelles, ethniques et religieuses, et la sociologie permet justement d'ajuster cette analyse de la diversité, alors comment utiliser ce terme ?

Inventé par les grandes entreprises américaines dans le contexte des années 1980, dans un contexte d'essor des politiques économiques néolibérales, avec la remise en cause des programmes d'affirmative action ?

Rétorique managériale qui valorise les différences et les traite comme une richesse, moins contraignante que des mesures préférentielles, affirmative action ?

Ce n'est que 20 ans plus que cette notion se diffuse en France, en 2004, les entreprises du CAC 40 s'engagent à valoriser les diversités culturelles, ethniques ou sociales. Les grandes écoles et les partis politiques s'en saisissent aussi.

« Nom de code », Sabbagh, 2009, cette notion permet de désigner les populations susceptibles d'être victimes de discriminations, un pendant donc sur les études de discriminations, difficultés de les nommer par leurs origines, leur culture, leurs caractères visibles, les nommer trop précisément peut contribuer à des rapports sociaux de classe, catégories commodes qui euphorisent des réalités liées aux assignations ethniques et « racialisées » .

Pour Max Weber, le groupe ethnique émerge à partir de « la croyance subjective en une communauté, d'origine », ex : USA ?

NB : faire attention aux usages des termes comme celui de minorités, « minorités visibles » c'est raciste, Luc Broner.

Le terme « diversité » a été conceptualisé par les grandes entreprises américaines dans le contexte des années 1980: avec les essors politiques économiques néolibérales : des politiques basées sur la concurrence la compétition et l'aspect très financier de l'activité sociale et économique , il y avait auparavant des programmes qu'on appelle affirmatives action en France, de discrimination positive qui prévoyait surtout des quotas d'accès à des grandes entreprises, ou à l'Université pour les minorités. Ce travail pour analyser ce terme a été fait par un certain Sabbagh un chercheur de science politique qui a dit que la diversité était avant tout un nom de code : cette notion permet de désigner les populations susceptibles d'être victimes de discriminations. Elle est donc un pendant, un composant des études sur les discriminations. Comment on va nommer ces personnes

susceptibles d'être victime de discrimination ? Les nommer très précisément contribue à occulter les rapports sociaux de classe et produit des débats interminables sur qui est incluse et qui est exclue. Ce terme de diversité est commode dans le grand public notamment mais on est conscient qu'il euphémise les réalités sociales liées aux assignations (contraire à l'identification ce sont les autres qui vont attribuer une appartenance c'est dans le regard des autres que vous devenez autre).

De l'ethnie à « l'ethnicité »

Ethnicité : est la traduction du terme toujours anglais inventé par les sociologues américains d'« ethnicity » ; qui insiste sur le caractère construit, l'ethnicité prend sens et est construite dans les rapports sociaux. L'ethnicité valorise une origine commune, un héritage culturel. Le rapport à l'ethnicité peut être complètement lié à des discriminations subies :

Le terme « arabe » (utilisé pour les populations d'Afrique du Nord) par exemple qui à un moment donné est devenue « beur ». Leurs enfants qui ont grandi ici ne se reconnaissent pas vraiment dans les différences, les « beurs » se reconnaissent dans une identité, une ethnicité.

Pour Max Weber, le groupe ethnique émerge à partir de croyances subjectives en une communauté d'origine. Si on prends les immigrés du Maroc, ils deviennent des personnes d'origine marocaine en France alors que si nous allons au Maroc, on note des pluralités de groupes ethniques. Dans l'immigration, la croyance est renégociée et redéfinie. De même pour beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne, ils deviennent des immigrés maliens en France mais dans leurs pays ils se reconnaissent.

Dans un état qui a une politique de valorisation et de soutien aux minorités dans un but de donner des chances égales on parlera d'une politique de multiculturalisme. Pas d'identité collective, elle émerge dans la croyance subjective, tout le monde par ces critères ou par le nom de famille pourrait correspondre à cette communauté d'origine, n'adhère pas nécessairement à cette communauté d'origine.

L'ethnie est souvent naturalisée et biologisée : ce n'est pas parce qu'on porte des traits physiques quelconques, les traits physiques prennent pas sur les habitudes culturelles, le culturel peut être réifié alors qu'il est en perpétuel mouvement.

La culture n'est pas du tout la nature et le processus historique et le développement socio-économique et le politique influence les pratiques culturelles. Ceci rappelle un postulat très fort et qui est le postulat des sciences sociales, tout est dans la construction sociale et dans les relations, les ethnologues ont étudié les groupes ethniques.

Rapport ethnicisé - rapport politique, considérer l'ethnicité dans son rapport avec le politique

Politique : droits politiques et sociaux de tous les citoyens. On ne peut en principe pas accepter qu'il y ait des discriminations notoires, tous les états démocratiques qui mettent dans leurs constitutions

des valeurs de liberté doivent avoir des lois antidiscriminatoires et leurs applications dans le cadre des valeurs citoyennes égalitaires : les étrangers bénéficient d'une loi pour le séjour et de mesures d'intégrations qui sont mises en places, mais nous avons des restrictions autour des lois de séjours des étrangers et des mesures très fortes (populations exclue de ce droit de séjour).

Dans les états politiques plus néo libéraux : en France une ambivalence, chacun s'occupe de sa situation sociale et médicale en fonction de ses moyens et l'Etat à un travail à faire en terme de redistribution est moindre.

Le retour de la « race »

Nous assistons dans le contexte européen du retour de la notion de « race ». Dans le contexte anglo saxon (la Grande Bretagne et les Etats Unis et Canada) à part la langue anglaise ils partagent très peu de chose , à travers cette langue ils communiquent vite en terme de publication internationale. Un transfert d'idée beaucoup plus rapide : dans le contexte anglo saxon le terme race s'est maintenant maintenu. En revanche , en Europe continentale en raison de l'extermination des minorités juives et noms au nom de leur prétendue « race » l'usage est devenu problématique.

Le racisme en revanche continue à exister voir il semble ressurgir ces derniers temps. Le débat sur la constitution est intéressant , pendant une période le terme de race a été laissé dans la constitution (car toujours du racisme). Cela signifie que des personnes sont traitées de manière inférieure en raison de leur traits physiques. Au fur et à mesure que l'égalité des droits, soutenu par les lois anti-discriminatoires avance, les minorités deviennent plus actives : à partir du moment où il y a une reconnaissance de la diversité et cette reconnaissance est soutenue par des lois anti discriminatoires , phénomène inversé, plus on reconnaît les minorités et leurs ethnicité et plus il y a des dispositifs qui se mettent en place, la majorité s'ethnicise en quelque sorte avec un débat sur « identité nationale des pays européens ».

L'éthnique et le racial, comment catégoriser les groupes humains ?

Historiquement (théorie des races très répandue, représentations des humains en général des humains en race) le terme de « race » classifiait les humains en général , et le terme « ethnique » présentait des liens avec la nation ou le peuple. Aujourd'hui , ce sont des principes de catégorisation de population au sein d'une société ou d'un Etat-nation. Ce sont des constructions sociales: si je veux utiliser le terme de racialisé ou ethnicité je dois éviter toute connotation biologique, ou naturelle, je ne peux pas utiliser ce terme sinon porte ouverte à toute pensée raciste. Les races n'existent pas l'humanité est une même espèce mais il existe bien des groupes humains racialisés. Trois phénomènes sont identifiés comme producteurs de catégorisation ethno-raciales: l'esclavage , la colonisation (à la soumission de certains types de populations) et la migration. Une continuité dans la pensée raciale qui a créé des catégories ethno raciales et qui se perpétue dans les consciences et les pensées majoritaires.

Etats-Unis - Royaume UNIS- EUROPE CONTINENTALE

Aux Etats-Unis s'est maintenue la catégorie raciale. Les civils Rights ont continué à une re classification de ce qu'est la race mais si on regarde les statistiques et le sens commun toujours le risque de dérive quand les individus parlent de « race ». Au Royaume-Unis, l'idée du Commonwealth fait perdurer une logique ethno-raciale, les ressortissants du dit « New Commonwealth », ceux qui sont devenus migrants au RU, issus de toutes ses dépendances de la couronne britannique.

En Europe continentale, en raison des génocides en raison des appartenances prétendues faciles, il est difficile d'utiliser la notion de « race ».

*processus sociaux d'altération et d'infériorisation : nous et eux

*Rapport social de domination- subordination : appuyé sur l'héritage, l'origine, l'hérédité

Les humains racisés/racialisés y résistent à ces processus ou s'y adaptent, mais en sont victimes quelque soit leur situation ou leur statut social.

En France la situation est particulière, on a différentes populations : - les immigrés africains par rapport aux Ultramarins.

Le Cran (Conseil représentatif des associations noires)

Des prétentions primordialistes : Selon **Cornell et Hartmann** (2004), on peut distinguer quatre axes analytiques qui séparent l'ethnique et le racial dans les écrits. La nature des prétendues différences primordialistes :

1. la race renvoie au biologique / l'éthique renvoie à l'ascendance, l'origine ou la culture.
2. Les différences raciales sont prétendues par les membres extérieurs du groupe, les différences ethniques sont revendiquées par les membres du groupe.
3. Les implications morales de ces prétentions, hiérarchie morale en terme de qui sont les bons humains et les moins bons...

La catégorisation raciale est associée à une hiérarchisation morale, alors que l'éthique ne l'est moins, tel que l'histoire du racisme le montre.

4. La dimension politique et le rôle du pouvoir, les catégories raciales émanent de rapports de domination. Penser en groupes ethniques implique moins souvent des relations de pouvoirs

Les deux notions sont toujours interconnectées. Les caractéristiques phénotypiques sont des principes puissants de catégorisation assignées, mais des critères culturels

Faire de la statistique à partir de critères ethno raciale

Beaucoup de plus du monde collectent des données ethno-raciales par recensement (87 sur 138 pays de l'ONU), plutôt sur le mode de l'auto-identification ou par l'affiliation à des groupes ethniques. Les Etats-Unis collectent ce type de données depuis 1790, avec les grands éclateurs des états par exemple, un esclave noir comptait 60% d'un individu, les amérindiens n'étaient pas comptabilisés, depuis c'est une lutte politique et scientifique pour modifier ces catégories; enquête éthiques en France, pas autorisation pour éviter le racisme, pas de question sur la couleur de peau, contournée en passant par les pays de naissances, enquête THEO en 2007.

PARTIE VII :

Attention aux approches, il ne faut pas être trop influencé...

Les enquêtes ethniques en France, les questionnements sont sous-jacents, on utilise des catégorisations raciales et ethniques, elles comportent des biais, peu importe les pays, c'est le cas aux USA, en Grande-Bretagne. La conception française est marquée par la tradition nationale, on tente de mettre les individus dans des cases, alors que la réalité sociale est plus complexe, plus nuancée... On est dans une conception républicaine, avec la naturalisation, des chercheurs ont remis en cause la conception monolithique. L'enquête TEO est critiquable. Cf l'enquête DOM_TOM: Les habitants des DOM-TOM ne sont pas comptabilisés comme des populations majoritaires, on essaye de refléter les réalités sociales, les phénotypes ne sont pas les mêmes, c'est un critère de différenciation sociale, de plus il y a un univers social et environnemental différent. Il y a une réalité migratoire pour ces populations, **on reste dans une réalité juridique où on prend en compte les réalités migratoires (comme les discriminations) ?**

Il y a un choix dans les statistiques, toute catégorie statistique est un choix du comité scientifique au préalable. Si on est de peau noire, en France, on est français, si nos grands parents ont émigré, alors qu'au RU, il y a une catégorisation ethnique « black african ». Les catégories présentées sont celles « officielles », on veut protéger les minorités d'éventuels changements politiques. La statistique publique a pour mission de protéger les individus (< Histoire de France au moment des rafles, mémoire forte d'extermination des minorités). Les sciences sociales peuvent opérer en identifiant des « catégories de personnes » qui ne sont pas soumises aux mêmes règles que les identifications des grandes enquêtes publiques, toujours en respectant un aspect ethnique.

IRIS = unité de comptage sociologique

cnil = commission nationale des libertés individuelles

Patronyme => logique patriarcale, éviter cet appellation, nom / Il y a une idée reçue, croire que un prénom renseigne vraiment sur la nationalité ou l'origine. On peut demander d'ailleurs, la « francisation » de son nom de famille au moment de la naturalisation. On a intériorisé pourtant cette catégorisation, on ne s'imagine pas changer son nom de famille.

>> petit aparté : « nom de jeune fille/ nom d'épouse » qui est très rétrograde, on devrait privilégier « nom de naissance/ nom d'usage ». Les femmes ont moins de mal à changer de nom, mais pas les hommes. Pourtant, les personnes qui souffrent du stigmate peuvent changer de nom.

Ces cas de figures sont rencontrés dans les couples mixtes...

Baptise Coulmont, voir les travaux, a fait une sociologie des prénoms, il a un blog, sur les prénoms des descendants d'immigrés, cf le Livre « Sociologie des prénoms ».

TEO 2 => <https://www.youtube.com/watch?v=P8vvrli4II4>

Deuxième enquête TEO, à regarder aussi, sur les pratiques, opinions, etc.

Notions à venir : Ségrégation urbaine, religion et couples mixtes...

Parcours résidentiel et ségrégation urbaine en France :

Historiquement, après la 2e GM, l'habitat des populations immigrées est marqué par l'exode rural et rapatriés des français d'Algérie, immigration de travail etc. ont provoqué des grosses crises de logements en France, s'est alors développé des habitats de fortune, surtout en IDF mais aussi à Marseille, Lille, Tours, => des bidonvilles, le plus connu est celui des algériens à Nanterre, à la fin des 60s. Il y avait déjà des habitats au delà de la limite de Paris, comme les chiffonniers, rejoints par les premiers travailleurs immigrés célibataires, entre 46 et 47. Il y avait aussi celui de Champigny. Très connu. Logique communautaire, avec un contrôle social très important, comme la guerre d'Algérie, ex du couvre-feu, contre lequel les algériens ont manifesté.

CF les photos du moodle

On décidé de les reloger, **constructions massives de HLM dans les 60s**, (Habitation à Loyer Modéré), mais aussi des immeubles avec des faibles couts, « **cités de transit** », qui étaient censées disparaître, les familles portugaises obtenaient plus facilement des HLM, alors que les algériens étaient plutôt en cité de transit, qui étaient plus isolées, ex : cité de transit de Gennevilliers, entre des barbelées, avec une autoroute, et un port. 120 000 personnes habitaient les cités de transit dans les 60s, des populations isolées et stigmatisées. **Logique gestionnaire**, même si officiellement les discours étaient bienveillants, on voulait les conformer à habiter des habitats modernes, accompagnement « socio-éducatif » pour ces populations rurales. Une logique qui a duré 20 ans.

NB : l'urbanisation importante a débuté à partir de la 2e gm, mais avant, des « immeubles à briques rouges », ils ont été créés dans les années 20, avec des briques que l'Allemagne devait payer à la France.

Prouesses architecturales, c'est, rappelons le, le logement de luxe à cette période, surtout pour ces populations, avec salle de bain, chauffage...

L'habitat social de cette époque, était, et c'est toujours plus ou moins le cas, était hétéroclite, on y trouvait des personnes très pauvres, des jeunes ménages de classes moyennes aussi ! Des populations qui avaient pour point de départ le HLM et pour d'autres c'était un point d'aboutissement. Progressivement, se fait une ségrégation urbaine, les quartiers considérés difficiles, était une clôture sociale, il était difficile de trouver un logement ailleurs en y mettant l'adresse. Le chômage de masse a frappé ces quartiers : conjonction entre logique sociale et immigrée. Les immigrés ont été touchés par le chômage à plus forte proportion, mais aussi par l'invalidité (accident de travail), mais aussi par des projets immobiliers dans le pays d'origine.

2005 : émeutes qui partent de Clichy-sous-bois, Zyed et Bouna... Une banlieue pas très accessible, pas de métro, il faut prendre le bus, la stigmatisation de cette ville a été si forte que les villes avoisinantes ne voulaient pas que les habitants traversent leurs villes en Tramway. La situation de la ville s'est dégradé, le film « Les Misérables » en parle, à voir, il a été crée à Clichy-Sous-Bois.

***TEO : parmi la population majoritaire, 58% sont propriétaires de leur logement, une personne sur deux est propriétaire (Crédit ou non, mais tout de même). 13 ou 14% sont locataires en HLM, les immigrés ne sont propriétaires de leur logement qu'à hauteur de 35%. Les natifs DOM, les immigrés Maroc et Tunisie, et les immigrés d'Afrique Subsaharienne, et les immigrés algériens, sont aussi fortement locataires en HLM. Les descendants d'immigrés ont un accès à la propriété plus fort que leur prédécesseurs, mais les descendants d'immigrés algériens sont dans une forte proportion locataire de HLM que la part de descendants d'immigrés totale. => ne jamais aller dans l'analyse culturaliste, il faut situer l'expérience des populations algériennes ou subsahariennes (venues plus tardivement, 70 à 80), réalité de l'histoire des migrations, à travers les années.

NB : Le département de la Seine-Saint-Denis est très emblématique, c'était un département avec beaucoup de grandes usines, on y a construit des HLM, pour loger les populations qui y travaillait, immigrées. La France ayant fait tardivement sa modernisation (remplacement avec des machines).

Le 93 est emblématique de processus de ségrégations, mais aussi de processus de la modification du monde du travail en France. « La politique de la ville » cible les quartiers prioritaires, des contrats, avec des projets de rénovations, en 2014, les périmètres de quartiers prioritaires sont redéfinis, les « iris » sont revues, on avait beaucoup de critères au début des 2000s, comme les enfants qui ont le remboursement maximal dans les cantines. La ville de Paris a depuis 14 à 15 quartiers prioritaires, en fonction des revenus (\$ Porte de Clignancourt, Barbès etc.).

Mixité sociale depuis la loi de l'orientation, politique volontaire qui cherche à diversifier la population d'un quartier, depuis 91, on cherche à freiner la ségrégation urbaine. Beaucoup de jeunes ménages habitent les quartiers volontairement, pour économiser, puis une fois leurs enfants en âge d'entrer au collège, achètent des maisons. Logique individuelle, problème avec l'éducation ? Le terme de mixité sociale cache une réalité de mixité ethnique, dont on veut taire le nom... Difficulté à parler ouvertement de ces phénomènes, on ose pas parler de ce phénomène ethno-racial.

Processus de gentrification = « embourgeoisement »

ZUS = zone urbaine sensible

Aux Usa, c'est l' « inner city », processus inversé de la banlieue en France, les riches ont réussi à s'écarter du centre dans les grandes maisons. Cf moodle, pour Berlin, GB, etc. La ségrégation urbaine n'est pas aussi élevée qu'en France...

Cf l'analyse des rappeurs comme Booba dans les reportages ;)